



Imprimer cet article publié le 17-02-2010 sur le site www.la-croix.com

la-Croix.com



A Saclay, le projet de « Silicon Valley » déclenche les passions

Sur ces terres partagées entre chercheurs et agriculteurs, à cheval entre l'Essonne et les Yvelines, l'État veut bâtir l'avenir du Grand Paris, attisant ambitions et oppositions

Le parc technologique «Les Algorithmes », aux abords du petit village de Saint-Aubin, dans l'Essonne, est plongé dans la pénombre des courtes journées d'hiver. L'obscurité a recouvert le champ d'en face, dont la terre retournée s'étend à perte de vue. Les phares se succèdent sur la route départementale qui longe les plantations.

C'est encore l'heure de la sortie des bureaux. Au loin, les véhicules pressés vrombissent sur la nationale 118, qui coupe forêts et cultures pour rejoindre Paris, à vingt kilomètres au nord. Le plateau de Saclay s'endort. Au rez-de-chaussée du bâtiment Euripide, pourtant, la lumière reste allumée. Ce jeudi soir, une poignée d'hommes planchent dans une petite salle au fond du couloir.

Il y a là Xavier Michel, le directeur général de l'École polytechnique, ancrée sur la commune proche de Palaiseau. À ses côtés, Alain Bravo, le patron d'une autre grande école d'ingénieurs, Supélec, ou encore Guy Couarraze, le président de la faculté d'Orsay, qui s'étale à flanc de coteaux. Le géophysicien Yves Caristan vient de quitter l'immense centre du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Saclay, deux ronds-points plus haut, pour les rejoindre.

Chaque semaine, depuis plusieurs mois, les huit membres du bureau de la fondation qui chapeaute le plan campus de Saclay cogitent. Le plan campus ? Un projet gigantesque, à la fois scientifique et immobilier. Il doit transformer le plateau de Saclay – 10 % de la recherche publique française, plus de 9 000 chercheurs et enseignants, 17 500 étudiants et de grands équipements de recherche nationaux, comme le Synchrotron Soleil – en pôle d'excellence mondiale.

Deux bâtiments du futur campus sont en construction

À l'horizon 2020, 23 établissements supérieurs et organismes de recherche d'élite – l'École centrale de Paris, l'École normale supérieure de Cachan... – s'y réuniront. L'État a déjà débloqué 1,8 milliard d'euros pour aider à financer l'aventure, sans compter les investissements des collectivités locales. Une manne que ces directeurs jugeaient impensable il y a peu. « Alors les réunions peuvent finir assez tard », reconnaît le physicien Louis Laurent, responsable scientifique de la fondation.

Impossible de visualiser le futur campus : tout est encore dans les cartons. Mais on commence à en voir les prémices. Le long de la route départementale, deux bâtiments sont en construction. L'un d'eux abritera quelques équipes de Digiteo, un large réseau de 1 200 chercheurs en sciences et technologies de l'information, précurseur des développements à venir. Il hébergera des laboratoires, des entreprises et des outils comme la plate-forme Wild.

Ce mur d'images interactif composé de 32 écrans doit aider à la découverte scientifique dans des disciplines aussi éloignées que les mathématiques appliquées et la biologie. « Les systèmes complexes que nous étudions exigent des compétences multidisciplinaires et des équipements coûteux, explique Maurice Robin, son directeur. En mettant tous les acteurs ensemble, nous pourrions monter des projets plus ambitieux, de la recherche académique à son application industrielle. »

Dans la même veine, un centre d'intégration en nanotechnologies et un « pôle climat énergie environnement » vont voir le jour sur le plateau. Voilà pour le volet académique. L'aménagement tombe, lui, sous la coupe de l'État.

"Mais que deviendront les anciens bâtiments ? Tout est flou"

Le secrétaire d'État au développement de la région capitale, Christian Blanc, en a pris les rennes en 2008 pour monter une « Silicon Valley » à la française. Il veut embarquer plus de grands groupes et de PME, multiplier les entreprises innovantes, bâtir. Pour mener cette bataille, il s'appuie sur une « opération d'intérêt national » (OIN), qui donne la main à l'État sur les permis de construire.

Son périmètre touche 27 communes, y compris des zones économiques proches, comme celle de Courtabœuf, dans les Yvelines, l'une des plus grandes d'Europe. Dans un deuxième temps, le projet de loi relatif au Grand Paris prévoit la création d'un établissement public de Paris-Saclay, qui pilotera les opérations sur un territoire nettement plus étendu de 49 communes.

C'est là que le bât blesse. David Ros, le maire PS d'Orsay, par ailleurs physicien et plutôt favorable au « cluster » scientifique, dénonce des « effets d'annonce » sans concertation. L'université où il enseigne, en piteux état, doit migrer sur le plateau. « Mais que deviendront les anciens bâtiments ? Tout est flou », pointe-t-il.

Partout, on craint un urbanisme autoritaire. Les militants Verts et les agriculteurs ont sonné le rappel pour la préservation des terres agricoles. Un pari presque gagné, mais l'ajout d'un « environ » 2 300 hectares dans le texte de loi les met vent debout. « Ce chiffre doit être ferme et rester concentré sur 14 communes, pour que la douzaine d'exploitations locales restent viables », tonne François Lérique, président de l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) du plateau de Saclay, qui a participé à l'achat de 20 hectares de terres céréalières converties en maraîchage.

La question des transports en suspens

De leur côté, les résidents huppés des vallées de l'Yvette, au sud, et de la Bièvre, au nord, ont des cauchemars de villes nouvelles. Les chercheurs, malmenés depuis quelques années, s'interrogent. Et la question des transports, point noir de ce plateau enclavé, reste en suspens, alors que les établissements sont éloignés les uns des autres et mal desservis.

Sur ce sujet, l'opposition est farouche entre les élus locaux, partisans d'une amélioration rapide du RER B et de la desserte de bus, inquiets de la saturation routière, et la lointaine perspective de métro souterrain de Christian Blanc...

« Pas à l'écoute ? Mais je rencontre tout le monde ! », rétorque Pierre Veltz, délégué ministériel pour le développement du « cluster » de Saclay. Ce polytechnicien et sociologue respecté est la voix de l'OIN sur place, l'homme de paix d'un Christian Blanc jugé distant et brusque. « Sur nos plans, nous avons densifié les constructions à la frange sud du plateau, nous avons divisé par deux le nombre d'hectares qu'exigeait un grand groupe pour s'installer, énumère-t-il. Toutefois, si nous voulons que des gens étudient et travaillent ici, il faudra bien prévoir des logements et des lieux de vie ! »

C'est la dernière ligne de doléances : hors des murs de la science, on s'ennuie ferme à Saclay. Un détail ? Pas si sûr. La capacité du « cluster » à attirer les meilleurs étudiants dépendra aussi de l'environnement qu'on leur offrira. Même si les espaces naturels d'Île-de-France ne seront jamais les rives de l'océan Pacifique.

Christine TACONNET